Caritas AFRICA



Photo: Caritas Isiolo

Notes d'orientation pour les organisations membres de Caritas Africa

Juin 2021

Un guide pour le plaidoyer dans la préparation et la gouvernance de la réduction des risques de catastrophes.

Entendez le cri de la terre et le cri des pauvres (Laudato Si, 49).

TABLE OF CONTENTS

PRÉFACE 3
PREAMBULE 5
ACRONYMES 6
DÉFINITION DES MOTS CLÉS 7
1. CHAPITRE 1 9
1.1 Préliminaires 9
1.1.1 Le profil de risque de catastrophe de l'Afrique sub-saharienne 9
1.1.2 Rôle des communautés religieuses et des forums interreligieux dans le DRR 10
2. CHAPITRE 2 13
2.1 Le plaidoyer et son rôle dans la réduction des risques de catastrophes gérée par la communauté et la bonne gouvernance 13
2.1.1 Introduction 13
2.1.2 Le rôle du plaidoyer dans le CMDRR 13
2.1.3 La bonne gouvernance dans la DRR 15
3. CHAPITRE 3 16
3.1 Le cycle du plaidoyer appliqué au CMDRR 16
3.1.1 Etape 1 : Identifier les questions de plaidoyer en utilisant les évaluations de la vulnérabilité et des capacités 16
3.1.2 Étape 2 : Recherche : Comprendre le problème et collecter des preuves 18
3.1.3 Étape 3 : Identifier votre cible 19
3.1.4 Etape 4 : Formuler un but et des objectifs de plaidoyer 21
3.1.5 Etape 5a : Formuler un message de plaidoyer 22
3.1.6 Étape 5b : Pré-tester les messages clés 23
3.1.7 Étape 6 : Le plaidoyer en action 24
3.1.8 Etape 7 : Tout mettre en place : 25
4. CHAPITRE 4 28
4.1 Conclusion 28
5. ANNEXE 1 29
5.1 Résumé des profils de risque de catastrophe des cinq (5) régions sous-africaines 29
5.1.1 Profil des risques de catastrophe en Afrique australe 29
5.1.2 Profil de risque de catastrophe en Afrique centrale 30
5.1.3 Le profil de risque de catastrophe de l'Afrique de l'Ouest 30
5.1.4 Profil de risque de catastrophe en Afrique de l'Est 31
5.1.5 Profil de risque des catastrophes en Afrique du Nord 31
Annexe 2 : Documents de référence 32

PRÉFACE



> “Dieu les bénit et leur dit : Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tous les êtres vivants qui se meuvent sur la terre” (Genèse 1 :28)

Le Pape François dans l’encyclique Laudato Si, nous encourage à intégrer les questions de justice dans les débats sur l’environnement afin d’entendre à la fois le cri de la terre et le cri des pauvres (LS 49).

Enracinée dans l’Évangile et dans l’enseignement social catholique, Caritas Africa fait de l’option préférentielle pour les pauvres un principe fondamental dans son travail pour témoigner de l’amour de Dieu aux personnes en situation de précarité dans lesquelles Jésus-Christ s’est identifié. Comme indiqué dans son plan stratégique 2019-2023, le travail de plaidoyer de Caritas Africa répond aux défis de l’Afrique en promouvant le développement intégral, durable et inclusif des populations de sa région.

Une enquête en ligne menée en 2020 par Caritas Africa en collaboration avec CAFOD a établi que les principales catastrophes dans la région de l’Afrique sont : les inondations, la sécheresse, les conflits, les épidémies (comme le choléra et l’Ebola), les infestations d’insectes (comme les criquets pèlerins), les cyclones, les glissements de terrain et les tremblements de terre. En réponse aux catastrophes survenues dans leurs pays respectifs, les organisations membres de Caritas Africa participent à un certain nombre d’initiatives de prévention des catastrophes et d’activités de réduction des risques de catastrophes, telles que le développement et la gestion des ressources en eau, la reforestation, la distribution de semences et de cultures résistantes à la sécheresse, la participation à la veille humanitaire, la collecte et le partage d’alertes aux catastrophes avec de multiples parties prenantes, la facilitation de sessions de formation sur la réduction des risques de catastrophes gérées par les communautés, le développement de plans de préparation et d’intervention d’urgence et le plaidoyer auprès des gouvernements locaux et nationaux.

Les enseignements de l’Église catholique sur la solidarité nous invitent à nous préoccuper et à être responsables du bien-être de nos voisins. Pour y parvenir efficacement, nous devons comprendre les questions de justice sociale qui se cachent derrière les défis auxquels nous sommes confrontés dans la gestion des risques de catastrophes. En promouvant la justice et la paix à travers des approches nexus, nous devons encourager la pleine participation des communautés locales à la vie économique, sociale et politique.

J’espère sincèrement que ce guide contribuera à l’intégration du plaidoyer dans nos initiatives de gestion des risques de catastrophes dans la région Afrique. Nous encourageons les 46 organisations Caritas nationales et les 506 organisations Caritas diocésaines à piloter l’utilisation de ce document comme une expression de solidarité avec les communautés locales que nous accompagnons dans nos initiatives humanitaires, de développement et de paix.

Au nom de Caritas Africa, j’exprime ma sincère gratitude à Caritas Australie pour son soutien financier et technique qui nous a permis de produire ce guide sur le plaidoyer en faveur de la réduction des risques de catastrophe géré par la communauté, qui contribuera au renforcement des capacités du personnel.

Nous remercions l'équipe de consultants qui a dirigé la rédaction de ce guide : Mary Wachira, chef d'équipe, experte en gestion des programmes et des ressources humaines, Miriam Ningome, CMDRR, experte en genre et inclusion sociale et Rahab Ngumba, experte en développement des entreprises et des organisations.

Nous remercions chaleureusement Mme Dadirai Chikwengo, Mme Nyarai Mutongwizo et M. George Wambugu (CAFOD) et M. Sarsycki, Matthew (Catholic Relief Services) pour leurs contributions techniques à ce document.

Nous nous engageons à apporter notre soutien à l'utilisation de ce guide à tous les niveaux de Caritas Africa afin de voir une réduction significative des catastrophes en Afrique en termes de vies sauvées, de moyens de subsistance préservés et d'environnement protégé. Nous encourageons les communautés locales à prendre en charge leur environnement et à demander au gouvernement et à toutes les autorités concernées, y compris la société civile et le secteur privé, de rendre des comptes sur la nécessité de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation et de la bonne gouvernance.

Mr. Albert Mashika

Secrétaire Exécutif Régional

PREAMBULE

Caritas Africa est le réseau de 46 organisations membres nationales (OM) dans 46 pays d'Afrique subsaharienne, y compris les îles des océans Atlantique et Indien. C'est le bras socio-pastoral de l'Eglise catholique et l'une des sept régions de la Confédération Caritas Internationalis. Au niveau infranational, le réseau Caritas en Afrique est représenté par 507 organisations Caritas diocésaines. Elles font partie des communautés locales qu'elles servent et se concentrent sur le développement humain, le rétablissement de la paix et la justice économique, tout en répondant de manière pratique à certaines des urgences humanitaires les plus importantes et les plus complexes du monde.

Grâce à son bureau régional, Caritas Africa est bien placée pour utiliser les diverses plateformes aux niveaux régional, national et infranational afin d'influencer la législation et - par le biais des structures de l'Eglise - s'engager avec les décideurs à différents niveaux sur la réduction des risques de catastrophes, la préparation et la gouvernance.

En avril 2021, Caritas Africa s'est vu accorder le statut d'observateur au sein de l'organe directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Cette étape importante reconnaît le rôle de la société civile qui consiste à fournir une expertise et à informer les gouvernements sur les besoins et les opinions au niveau local, ainsi qu'à identifier les réalités sur le terrain pour les décisions politiques dans le cadre du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix.

Caritas Africa collabore avec le Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) qui a le statut d'observateur auprès de l'Union africaine. Le protocole d'accord entre le SCEAM et l'UA donne mandat aux deux parties de : a) se consulter et préparer des programmes de coopération ; b) s'inviter et envoyer des observateurs aux réunions de leurs organes respectifs sur des questions d'intérêt mutuel, conformément à leurs règles et procédures respectives ; c) coopérer afin d'atteindre leurs objectifs spécifiques, aux niveaux national, continental et international, et promouvoir les aspirations sociales et économiques de leurs membres ; d) coopérer dans le domaine de la formation, du renforcement des capacités, des séminaires et de la diffusion des rapports.

Les initiatives de plaidoyer de Caritas Africa en matière de DRR visent à (1) développer des preuves pour le plaidoyer en matière de DRR par le biais de la recherche, (2) influencer la législation et la mise en œuvre de la stratégie de DRR et (3) renforcer la capacité des organisations membres de Caritas Africa en matière de plaidoyer en matière sur la DRR.

Le guide repose sur l'idée que les organisations confessionnelles telles que Caritas jouent un rôle important dans les crises humanitaires en raison de leur présence constante et ininterrompue dans les communautés. Elles sont également parmi les premiers intervenants dans les situations d'urgence. Le guide est destiné à être utilisé par le personnel des programmes des Caritas nationales et diocésaines d'Afrique qui travaillent avec les communautés de base pour les aider à identifier les risques critiques de catastrophes qu'elles rencontrent ou sont susceptibles de rencontrer et comment elles peuvent s'engager avec les organes gouvernementaux locaux, la société civile, le secteur privé et toutes les parties prenantes. Il sert de document de référence sur la façon de permettre aux communautés de base d'élaborer des messages et des campagnes de plaidoyer qui peuvent être utilisés pour influencer les politiques et les pratiques au niveau local, national, régional et mondial.

Nous recommandons aux utilisateurs d'interagir également avec ce guide (www.iirr.org). Et d'autres manuels existants au sein de la Confédération Caritas Internationalis.

ACRONYMES

AMECEA	Association des Conférences Episcopales Membres d'Afrique de l'Est
AFRP	Plate-forme de la région Afrique
AU	Union africaine
AUC	Commission de l'Union africaine
BBB	Build Back Better - objectif principal du cadre de Sendai (2015 - 2030)
CCA	Adaptation au changement climatique
CMDRR	Réduction des risques de catastrophes gérée par la communauté
DRR	Réduction des risques de catastrophes
ECCAS	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
IPCC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
REC	Communauté économique régionale
MO	Organisation membre
MCA	Membre de l'assemblée du comté
MOU	Memorandum of Understanding (Protocole d'accord)
MP	Membre du Parlement
PDRA	Évaluation participative des risques de catastrophes
PPMEL	Planification, suivi, évaluation et apprentissage participatifs
SDGs	Objectifs de développement durable
SECAM	Le Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et Madagascar
UN	Organisation des Nations Unies
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNFCCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNDRR	Réduction des risques de catastrophes des Nations Unies
WNO	Organisation météorologique Mondiale

DÉFINITION DES MOTS CLÉS

Plaidoyer:

Dans Caritas Africa, il s'agit de persuader les gens d'apporter des changements, que ce soit dans les politiques, les pratiques, les systèmes ou les structures. Le plaidoyer consiste à parler pour les autres, à travailler avec les autres et à soutenir les autres pour qu'ils parlent pour eux-mêmes. C'est un moyen de faire entendre la voix de la communauté à un autre niveau de prise de décision.

Allié:

est une personne ou une organisation qui coopère avec vous pour un bénéfice mutuel.

Capacités:

fait référence à la force et aux ressources individuelles et collectives qui peuvent être améliorées, mobilisées et accessibles, pour permettre aux individus et aux communautés de façonner leur avenir en réduisant les risques de catastrophe. Cela comprend la prévention, l'atténuation, la capacité de survie de l'individu et la préparation de la communauté.

L'adaptation au changement climatique

est le processus d'ajustement au changement climatique actuel ou prévu et à ses effets. C'est l'un des moyens de répondre au changement climatique, avec l'atténuation du changement climatique. Pour les humains, l'adaptation vise à modérer ou à éviter les dommages, et à exploiter les opportunités ; pour les systèmes naturels, les humains peuvent intervenir pour faciliter l'ajustement. Grâce à des mesures de prévention, d'atténuation et d'adaptation, nous pouvons éviter le risque d'impacts «graves, généralisés et irréversibles» - Wikipédia

La réduction des risques de catastrophe

gérée par la communauté peut être définie comme «un processus qui consiste à rassembler des personnes au sein d›une même communauté pour leur permettre de faire face collectivement à des risques de catastrophe communs et de prendre des mesures communes de réduction des risques de catastrophe. Il s›agit d›un processus qui mobilise un groupe de personnes de manière systématique en vue de créer une communauté sûre et résiliente. Elle envisage une communauté dynamique qui fait preuve de cohésion dans la prise de décisions, qui traite les conflits, qui résout les problèmes, qui gère les tâches collectives et individuelles, qui respecte les droits de chaque individu, qui revendique ses droits et qui fait face et rebondit après des événements dangereux» (Binas, 2010).

Évaluation de la vulnérabilité de la communauté

L'analyse de la vulnérabilité est le processus d'estimation de la susceptibilité des « éléments à risque « de la communauté à divers aléas.

Une catastrophe est une perturbation grave

se produisant sur une courte ou longue période de temps et causant des pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales importantes qui dépassent la capacité de la communauté ou de la société touchée à y faire face en utilisant ses propres ressources.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophes (DRR) vise à réduire les dommages causés par les risques naturels tels que les tremblements de terre, les inondations, les sécheresses et les cyclones, grâce à une éthique de prévention. Les catastrophes font souvent suite à des risques naturels. La gravité d'une catastrophe dépend de l'impact de l'aléa sur la société et l'environnement.

Un objectif

c'est le but de votre effort de plaidoyer ; c'est votre vision du changement à long terme.

La Gouvernance

c'est le cadre dans lequel s'inscrit la réduction des risques de catastrophe. L'existence d'une sensibilisation du public, d'une volonté politique et de capacités suffisantes est essentielle pour faire de la réduction des risques de catastrophe (DRR) un principe sous-jacent dans tous les secteurs de développement pertinents.

Un Danger

Selon la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), un aléa est un processus ou un phénomène naturel susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'économie, la société et l'écologie, y compris les facteurs naturels et les facteurs humains qui sont associés aux facteurs naturels.

Un Opposant

est une personne ou une organisation qui est contre, désapprouve ou résiste à ce que vous préconisez.

Prévention:

couvre les activités destinées à empêcher l'apparition d'un événement dangereux et/ou à empêcher qu'un tel événement ait des effets néfastes sur les communautés et les installations. Les exemples habituels sont les normes de sécurité pour les industries, les règlements d'utilisation des terres. D'autres mesures non structurelles sont la réduction de la pauvreté et les programmes de redistribution des biens tels que la réforme agraire, la fourniture de besoins et de services de base tels que les soins de santé préventifs et l'éducation.

Résilience/Résistance

la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société potentiellement exposée à des dangers à s'adapter, en résistant ou en changeant pour atteindre et maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure. Elle est déterminée par le degré auquel le système social peut s'organiser pour accroître sa capacité à tirer les leçons des catastrophes passées pour mieux se protéger à l'avenir et améliorer les mesures de réduction des risques.

Risque

La probabilité de conséquences néfastes ou de pertes attendues (décès, blessures ou dommages aux biens, aux moyens de subsistance, à l'activité économique ou à l'environnement) résultant des interactions entre les aléas naturels ou d'origine humaine et les conditions de vulnérabilité.

Partie Prenante

Une partie prenante est une personne, un groupe, une organisation ou un système qui affecte ou peut être affecté par la question sur laquelle vous souhaitez plaider.

Développement durable

développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ; il contient en son sein deux concepts clés : le concept de «besoins», les besoins essentiels des pauvres du monde, auxquels il convient daccorder une priorité absolue ; et lidée de limites imposées par létat de la technologie et de lorganisation sociale sur la capacité de lenvironnement à répondre aux besoins actuels et futurs. (Commission Brundtland, 1987)

Vulnérabilité:

Les conditions déterminées par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux, qui augmentent la susceptibilité d'une communauté à l'impact des dangers.

Public cible

La personne (ou le groupe de personnes) qui peut contribuer au changement que vous souhaitez obtenir.

CHAPITRE 1

1.1 Préliminaires

> "Nous pouvons voir des signes que les choses atteignent maintenant un point de rupture, en raison de la rapidité du changement et de la dégradation ; ceux-ci sont évidents dans les catastrophes naturelles à grande échelle ainsi que dans les crises sociales et même financières, car les problèmes du monde ne peuvent pas être analysés ou expliqués de manière isolée. Il existe aujourd'hui des régions à haut risque et... le système mondial actuel n'est certainement pas durable à plusieurs points de vue, car nous avons cessé de penser aux objectifs de l'activité humaine. (Laudato Si, 69)

1.1.1 Le profil de risque de catastrophe de l'Afrique sub-saharienne

L'Afrique est le continent qui s'urbanise le plus rapidement et doit faire face à des défis croissants du fait de la concentration rapide de la population dans des villes aux ressources insuffisantes. Les processus rapides d'urbanisation signifient que les profils de risque de catastrophe des pays d'Afrique évoluent d'un milieu essentiellement rural, avec la sécheresse, la sécurité alimentaire et les inondations comme principaux défis, vers un milieu urbain, avec des défis liés aux inondations, à la pollution et aux glissements de terrain.

L'Afrique continue d'être confrontée à des risques naturels et à des défis climatiques extrêmes qui ont un impact négatif sur les vies, les moyens de subsistance et les potentiels de développement. Les catastrophes liées aux risques comprennent les inondations, les sécheresses, les épidémies de parasites/maladies, les glissements de terrain/boues, les tempêtes/cyclones et les tremblements de terre/volcans. De nombreux pays africains sont extrêmement vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ils sont confrontés à des risques encore plus grands à l'avenir, car le changement climatique induit par l'homme modifie de plus en plus les schémas météorologiques et climatiques dont les sociétés sont devenues dépendantes. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC), le Sahel connaîtra des températures moyennes de plus en plus élevées ainsi que des changements dans le régime des précipitations au cours du XXIe siècle. Ces tendances affecteront la fréquence et la gravité des inondations, des sécheresses, de la désertification, des tempêtes de sable et de poussière et des pénuries d'eau.

En 2020, de fortes pluies et de vastes inondations ont touché une grande partie de l'Afrique et de l'Asie. De fortes pluies et des inondations ont touché une grande partie du Sahel et de la Grande Corne de l'Afrique, déclenchant une invasion de criquets pèlerins. L'année 2020 a également été l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées, malgré un refroidissement dû à La Nina. La température moyenne mondiale était d'environ 1,2° Celsius supérieure au niveau préindustriel (1850-1900). Les six années écoulées depuis 2015 ont été les plus chaudes jamais enregistrées. La période 2011-2020 a été la décennie la plus chaude jamais enregistrée.

Les conditions météorologiques extrêmes combinées à la grippe COVID-19 ont fait doublement mal à des millions de personnes en 2020. Toutefois, le ralentissement économique lié à la pandémie n'a pas réussi à freiner les moteurs du changement climatique et l'accélération de ses effets, selon un nouveau rapport compilé par l'Organisation météorologique mondiale (WMO) et un vaste réseau de partenaires. Les zones arides et semi-arides connaissent des poches de conflit en raison du manque de ressources adéquates telles que la terre, l'eau, la nourriture et les pâturages. L'Afrique a connu de nombreux conflits d'origine politique liés à des milices armées, des changements de régime, des violences post-électorales qui ont entraîné des pertes de vies humaines, des déplacements de populations et des pertes de biens économiques. La corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Ouest ont connu des attaques terroristes liées à des extrémistes islamiques, ce qui appelle au dialogue interreligieux. Une autre source d'inquiétude concerne les jeunes chômeurs qui sont recrutés et radicalisés.

1.1.2 Rôle des communautés religieuses et des forums interreligieux dans le DRR

Il est prouvé qu'au moins 84 % de la population mondiale s'identifie à un groupe religieux particulier. Le rôle essentiel que jouent les acteurs religieux dans le programme de développement durable continue d'être reconnu par les multiples parties prenantes au niveau mondial. Les Nations unies disposent notamment d'un groupe de travail inter institutions sur la participation des acteurs religieux au développement durable. Les organismes et structures religieux sont souvent porteurs de pouvoir et d'autorité. Étant donné qu'ils sont aussi souvent à l'avant-garde des efforts de développement et de DRR, il est essentiel que les praticiens du développement et les intervenants en cas de catastrophe consultent ces groupes et travaillent avec eux.

Dans certains pays, les chefs religieux exercent plus d'influence que toute autre forme d'autorité, y compris les chefs et les politiciens. Les groupes religieux comprennent souvent ou sont en fait au cœur d'importantes dynamiques communautaires et structures de pouvoir. Cela est particulièrement vrai lorsque les institutions religieuses locales sont des fournisseurs clés d'éducation, de services de santé, de secours d'urgence et de développement général.

"Ce rapport montre que nous n'avons pas de temps à perdre. Le climat est en train de changer, et les conséquences sont déjà trop coûteuses pour les populations et la planète. C'est l'année de l'action. Les pays doivent s'engager dès maintenant à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. Ils doivent soumettre, bien avant la COP26 à Glasgow, des plans climatiques nationaux ambitieux qui permettront de réduire collectivement les émissions mondiales de 45 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2030. Et ils doivent agir maintenant pour protéger les populations contre les effets désastreux du changement climatique", a déclaré le secrétaire général des Nations unies.

Communautés de foi (CF)

"Les communautés de foi" est un terme utilisé pour désigner les organisations formelles de personnes ayant des croyances et des engagements communs, généralement avec des leaders désignés. Chaque communauté peut comprendre des lieux de culte, des judicatures régionales et nationales et des dirigeants religieux locaux, régionaux et nationaux. Chaque communauté peut également inclure des organisations confessionnelles à but non lucratif, des organisations de services à la personne et des organisations locales et nationales d'intervention en cas de catastrophe. Le terme inclut les écoles, séminaires et collèges religieux, ainsi que les hôpitaux, cliniques, sociétés funéraires et cimetières confessionnels.

Les communautés confessionnelles fournissent des services formels et informels liés à la réponse aux catastrophes. De manière informelle, les communautés religieuses se mobilisent autour des membres de la communauté, leur offrent un soutien moral et les aident à répondre aux besoins non satisfaits. Dans d'autres cas, les organisations confessionnelles concluent des accords d'aide mutuelle avec des partenaires tribaux, locaux, étatiques et internationaux dans le cadre de la réponse aux catastrophes et des efforts de récupération. Des exemples d'accords d'aide mutuelle incluent la collecte de dons, l'hébergement et la fourniture de services alimentaires. Les services fournis par les organisations confessionnelles contribuent à maintenir et à renforcer la santé comportementale après une catastrophe.

Interreligieux (IR)

Désigne des groupes, des coalitions, des activités ou d'autres efforts reliant des représentants de plusieurs traditions religieuses, généralement formés pour favoriser le dialogue, l'apprentissage et la tolérance, afin de réduire la haine, la méfiance et la violence. Aujourd'hui, un nombre croissant de groupes interreligieux ne se contentent plus d'essayer d'aider les traditions religieuses à se comprendre, mais les aident à travailler ensemble et à créer des alliances et des coalitions qui permettent de résoudre certains des problèmes les plus graves de leurs communautés.



Le forum des communautés religieuses et interreligieuses aide le gouvernement à comprendre les besoins et les capacités de la communauté, à comprendre et à accéder aux ressources disponibles pour répondre aux catastrophes, et à élaborer des plans de préparation et de réponse aux catastrophes.

Le rôle des forums FC et IR

Partenaires Potentiels

Les communautés religieuses sont un partenaire potentiel important qui, lorsqu'elles sont engagées par le gouvernement par le biais d'une sensibilisation compétente, peuvent aider leurs communautés à se préparer, à répondre et à se rétablir en cas de catastrophe ou d'urgence. S'ils sont engagés de manière active et efficace par les gestionnaires des urgences et de la préparation au niveau local et/ou étatique, les groupes confessionnels constituent une ressource précieuse à toutes les étapes du cycle de vie d'une catastrophe - atténuation, réduction des risques, prévention et planification de la préparation, ainsi que réponse et récupération.

Diffusion de l'information

les communautés religieuses ont pour rôle de diffuser les plans de préparation et d'intervention établis par le gouvernement afin d'aider leurs congrégations et la communauté à se préparer et à se remettre d'une catastrophe. Les chefs religieux locaux, s'ils sont informés du plan d'intervention d'urgence local et s'ils sont impliqués dans la gestion des risques liés aux urgences locales et aux catastrophes nationales, peuvent servir de voix de confiance pour transmettre des informations précises à leurs membres et à leurs fidèles.

Partenariats

Cette prise de conscience de la valeur des partenariats entre le gouvernement et les communautés religieuses a conduit les agences gouvernementales à vouloir développer des politiques, des pratiques et des processus qui promeuvent une culture de la diversité ainsi que l'alphabétisation et les compétences religieuses pour aider à construire ces précieuses associations. Dans le meilleur des cas, ces politiques et pratiques ne se limitent pas aux plans de préparation et d'intervention en cas d'urgence, mais englobent également les politiques et procédures en matière de ressources humaines, les codes vestimentaires, les menus des événements et des lieux de travail, les horaires de travail qui peuvent tenir compte du besoin d'un employé de prier plusieurs fois par jour, et l'égalité de traitement en matière de congés



pour fêtes religieuses, entre autres considérations. Il est tout aussi important de former le personnel de manière à ce qu'il reflète cette même culture dans ses interactions avec les autres et avec la communauté.

Compréhension

Les agences gouvernementales et les groupes confessionnels doivent améliorer leur compréhension de leurs missions, buts et objectifs respectifs, de leur structure organisationnelle et des problèmes de financement afin de développer plus efficacement des partenariats durables et de fournir les services nécessaires. À ce jour, les efforts d'engagement des gestionnaires d'urgence gouvernementaux et des responsables de la préparation aux catastrophes auprès des communautés religieuses, des organisations communautaires (OC) nationales, étatiques et locales, des organismes confessionnels d'intervention d'urgence et des groupes «interconfessionnels» en cas de catastrophe, bien que bien intentionnés, ont été irréguliers et n'ont donné que des résultats limités. Il existe cependant des exemples remarquables de réussite qui sont des exceptions et qui rappellent qu'il est possible de faire ce travail efficacement.

Les campagnes de sensibilisation

manquent souvent de structure, de buts et d'objectifs clairs, de connaissances et de compétences religieuses, et d'une stratégie opérationnelle systématique. L'une des conséquences est que les communautés religieuses désireuses de travailler aux côtés de leurs agences gouvernementales locales sont bombardées de multiples contacts avec le gouvernement - souvent avec des messages incohérents et des attentes peu claires ou irréalistes. Trop souvent, ces efforts de sensibilisation ne sont pas accompagnés du soutien financier et de formation durable nécessaire pour atteindre les objectifs de l'initiative, qui sont souvent liés à des subventions que le gouvernement cherche à faire supporter aux communautés religieuses.

Autres Lectures

Guide de terrain : Travailler avec les communautés religieuses des Etats-Unis (pg. 24-25)



Photo: Caritas Isiolo

CHAPITRE 2

"En tant que catholiques, nous faisons partie d'une communauté au riche héritage qui nous aide à considérer les défis de la vie publique et à contribuer à une plus grande justice et paix pour tous les peuples." Conférence des évêques Catholique des États-Unis"

2.1 Le plaidoyer et son rôle dans la réduction des risques de catastrophes gérée par la communauté et la bonne gouvernance

2.1.1 Introduction

Le processus de CMDRR vise à apporter des changements dans la vie des gens afin que les droits fondamentaux à la nourriture, au logement, à l'habillement, aux soins de santé, à l'eau potable, à l'éducation de base et à un environnement propre soient exercés comme fondement de la sécurité.

Dans certains cas, les projets de DRR peuvent compromettre l'accès des pauvres à ces droits et ainsi détruire leurs fondements de sécurité. Lorsque des événements dangereux se produisent dans des communautés dont les fondements de la sécurité ont été sapés, une catastrophe s'ensuit. Pour s'assurer que le processus de développement contribue à la réduction des risques de catastrophe, il est important de faire du plaidoyer politique une partie intégrante du processus. Alors que le travail de développement cible les membres de la communauté à risque, le travail de plaidoyer devrait identifier ce qui doit être changé ou mis en œuvre par les détenteurs du pouvoir - les porteurs de devoirs - pour améliorer la sécurité et la résilience des groupes à risque. Le plaidoyer vise les décideurs puissants afin d'influencer leur pensée, leur action et leur comportement et de les inciter à prendre des mesures pour obtenir le changement souhaité.

2.1.2 Le rôle du plaidoyer dans le CMDRR

Prévention

La sécheresse est un événement courant dans l'Est et la Corne de l'Afrique. Les catastrophes qui en découlent suscitent beaucoup d'intérêt et de sympathie en Afrique. De telles catastrophes offrent un champ d'action pour le plaidoyer et la mobilisation des ressources au niveau mondial, et la réduction des risques de catastrophe gérée par la communauté gagnerait en visibilité et en pertinence dans le contexte des activités de catastrophe et de relèvement. Le meilleur moyen de réduire l'impact des catastrophes est de prendre des mesures préventives à l'avance. Comme le dit le dicton "Mieux vaut prévenir que guérir", il est important de construire une culture de la prévention. Les avantages de la prévention ne sont pas tangibles, car nous empêchons les catastrophes de se produire. Mais la "règle d'or" est que pour chaque dollar consacré à la réduction des risques de catastrophe ou à la prévention, nous en économisons trois (3) en réponse à une éventuelle catastrophe.

Intégration du CMDRR

Nous devons intégrer le CMDRR dans tous les secteurs aux niveaux local et national. Il est important de commencer par engager les communautés au niveau de la base dans le suivi des signes d'alerte précoce pour atténuer les risques et les empêcher de se transformer en catastrophes. L'un des principaux défis du plaidoyer est cependant d'utiliser ces preuves pour démontrer les avantages de la CMDRR, à la fois efficace et efficiente.

Articuler les préoccupations de la communauté

tout au long du cycle de gestion du CMDRR, du niveau local au niveau mondial. En tant qu'église (Caritas), nous travaillons avec les gens à la base pour nous assurer que les voix de ceux que nous voulons aider sont entendues, leurs craintes, leurs résolutions et leurs aspirations.

Écouter

les communautés et reconnaître leurs connaissances. Cela permettra au plaidoyer de s'exprimer puisque ce qui est dit est informé, réfléchi et perspicace et surtout parce que cela vient de ceux qui travaillent à la base et peut être partagé au niveau mondial.

Sensibilisation

Les communautés devraient prendre l'initiative d'atténuer les risques et les catastrophes. Cependant, la majorité des personnes à la base ne sont pas au courant des politiques et des services gouvernementaux en place qui pourraient les aider à y faire face. Par le biais d'évaluations participatives et de la planification de la DRR (planification à long terme et planification d'urgence), il serait approprié de faire un plaidoyer pour relier les communautés aux autorités compétentes et aux ressources disponibles pour faire face aux risques.



Photo: Caritas Isiolo

2.1.3 La bonne gouvernance dans la DRR

La gouvernance influence la manière dont les acteurs nationaux et infranationaux (y compris les gouvernements, les parlementaires, les fonctionnaires, les médias, le secteur privé et les organisations de la société civile) souhaitent et peuvent coordonner leurs actions pour gérer et réduire les risques liés aux catastrophes.

La bonne gouvernance des risques de catastrophes se mesure aux vies sauvées, au nombre réduit de personnes touchées et à la réduction des pertes économiques et sociales. Plus nous prévenons ou atténuons les risques, plus nous sommes efficaces pour éviter les catastrophes. Dans l'approche CMDDR, les catastrophes sont d'origine humaine car elles sont le reflet d'un manque ou d'une mauvaise planification et mise en œuvre des plans de risque de catastrophe. L'approche CMDRR promeut l'éthique de la prévention et de la préparation aux aléas probables.

La réduction des risques de catastrophe (DRR) vise à réduire les dommages causés par les aléas naturels et anthropiques. Les risques naturels comprennent les inondations, les sécheresses, les tempêtes, les cyclones, les tremblements de terre et les glissements de terrain. Les risques d'origine humaine comprennent les conflits, les épidémies et les accidents. Les catastrophes font suite aux aléas lorsque les gens ne parviennent pas à prévenir ou à atténuer ces derniers. La gravité d'une catastrophe dépend de l'impact de l'aléa sur les personnes, les communautés, les nations, l'environnement, les animaux, les moyens de subsistance et les infrastructures.

La mauvaise gouvernance est un facteur de risque de catastrophe et est liée à de nombreux autres facteurs de risque tels que la pauvreté, les inégalités, un développement urbain mal planifié, une mauvaise gestion de l'utilisation des terres et un développement économique mondialisé. Dans la plupart des cas, les risques de catastrophe sont concentrés de manière disproportionnée dans les pays à faible revenu où la gouvernance est faible.

Des cadres juridiques, politiques et institutionnels efficaces en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe (DRR/M) sont nécessaires pour prévenir et répondre aux aléas en utilisant l'approche multi-aléas de la résilience.

La gouvernance est le cadre dans lequel s'inscrit la réduction des risques de catastrophe. La sensibilisation et la participation du public, la volonté politique et des capacités suffisantes sont essentielles pour faire de la réduction des risques de catastrophe (DRR) un principe fondamental dans tous les secteurs de développement concernés. La bonne gouvernance exige que les pays appliquent les 17 objectifs de développement durable (SDGs) - 2030, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Cadre de Sendai 2030.

La gouvernance des risques de catastrophes implique de nombreux acteurs, mais l'État, en tant que détenteur de la souveraineté, garde le contrôle sur ces questions. En effet, seul l'État a la capacité d'engager des réformes juridiques, administratives et économiques pour impliquer tous les acteurs dans les processus de décision et leur attribuer les pouvoirs et les moyens nécessaires à leurs missions. L'échec institutionnel a été identifié comme la cause profonde du sous-développement et de la vulnérabilité aux catastrophes et les deux ont une relation d'interdépendance. Il a été démontré que ce n'est que si la structure de gouvernance d'un pays permet la mise en œuvre et l'application de politiques publiques propices au développement économique et social du pays que des moyens de subsistance durables peuvent être atteints et que la susceptibilité aux catastrophes peut être réduite. La responsabilité, la participation, la prévisibilité et la transparence (principes) sont identifiées comme les caractéristiques essentielles d'une structure de gouvernance qui favorise le développement et soutient la réduction des risques.

Grâce à son expérience significative en matière de DRR, de gouvernance démocratique et de développement, Caritas Africa fait avancer le travail pratique et conceptuel sur la gouvernance et l'intégration de la DRR.

3. CHAPITRE 3

"Parmi nos tâches en tant que témoins de l'amour du Christ, il y a celle de donner une voix au cri des pauvres." - Pape François, discours à l'archevêque de Canterbury, 6/14/13.

3.1 Le cycle du plaidoyer appliqué au CMDRR

Le plaidoyer s'effectue de plusieurs façons et à plusieurs niveaux, par le biais de diverses approches et méthodes. Cependant, les étapes de base sont communes à toutes les actions de plaidoyer au niveau national, du district/de l'état/du comté ou local. Il est conseillé d'inclure une composante de plaidoyer dans tous vos programmes et budgets de DRR. Le plaidoyer est un élément de soutien essentiel de votre boîte à outils, et votre programme a besoin d'une ligne budgétaire pour cela.

Les étapes du plaidoyer sont les suivantes:

Étape	Activité
1	Identification des questions de plaidoyer à l'aide des évaluations de la vulnérabilité et des capacités
2	Recherche - Comprendre le problème et collecter des preuves
3	Identifier votre public cible
4	Formuler le but et l'objectif du plaidoyer
5a	Formuler un message de plaidoyer
5b	Pré-tester les messages clés
6	Le plaidoyer en action
7	Tout mettre en œuvre

3.1.1 Etape 1: Identifier les questions de plaidoyer en utilisant les évaluations de la vulnérabilité et des capacités

Les évaluations de la vulnérabilité et des capacités sont des outils participatifs largement utilisés et compris au sein de Caritas Afrique. Le résultat final de l'évaluation est un plan de DRR à long terme et un plan d'urgence. Le plan de DRR comporte des éléments pour le développement des capacités institutionnelles, des mesures de prévention de la DRR, l'atténuation des risques et le renforcement des capacités de la communauté et des individus à faire face et à réagir. Cependant, il existe toute une série d'outils de planification similaires. Quels que soient les outils participatifs que vous utilisez, il est important de faire suivre votre évaluation participative d'efforts de plaidoyer, de sensibilisation et de partage des connaissances. Voici quelques domaines clés dans lesquels les évaluations de la vulnérabilité et des capacités peuvent être utilisées pour relier les voix et les préoccupations de la communauté à la prise de décision et aux ressources au niveau local ou national:

- Lier les évaluations de la vulnérabilité et des capacités ou les évaluations des risques au partage des connaissances sur la réduction des risques de catastrophes et à des perspectives plus larges.
- Utiliser les résultats (plans) pour persuader les parties prenantes concernées de la nécessité d'interventions de réduction des risques de catastrophes et d'une action concertée.
- Faire entendre la voix de la communauté (saisie lors du processus d'évaluation) à un autre niveau de décision. Voir des exemples de plans CMDRR.
- Utiliser les domaines d'intervention identifiés dans l'évaluation de la vulnérabilité et des capacités comme base pour inciter les partenaires locaux et d'autres organisations à travailler ensemble en utilisant les informations obtenues au cours du processus pour élaborer des messages de plaidoyer convaincants.
- Réaliser des évaluations de la vulnérabilité et des capacités avec différentes agences afin d'apprendre ensemble les questions de plaidoyer, de construire des relations et de partager les compétences pour améliorer l'efficacité.

Exemple de sujet de plaidoyer en DRR au Niger

Caritas Développement Niger (CADEV) affirme que les violentes attaques des militants de Boko Haram ont aggravé les difficultés alors que des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers dans la région de Diffa, dans le sud-est du Niger. Diffa est l'une des régions les plus pauvres du monde et les femmes et les enfants représentent 85 % des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Raymond Yoro, secrétaire général de la CADEV, déclare que la situation est désastreuse. «La situation humanitaire au Niger s'aggrave de jour en jour en raison de la crise sécuritaire à Diffa, Tillabery et Tahoua», déclare Yoro. «Le nombre de personnes dans le besoin est passé à 2,3 millions, soit une augmentation de 400 000 par rapport à 2017.»

Selon Yoro, on estime que 1,4 million de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire au Niger en 2018. Le CADEV est particulièrement préoccupé par plus de 380 000 jeunes enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (S) et 922 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM).

À Diffa, la CADEV prévoit de renforcer la résilience de 1500 ménages grâce à des transferts monétaires inconditionnels, de donner aux enfants déplacés ›accès à des centres de loisirs et d›aider 500 femmes et 200 jeunes à mener des activités génératrices de revenus. *(https://www.caritas.org/author/caritas/)*

Exemple de plaidoyer en matière de DRR en Mauritanie

Le plaidoyer peut être considéré comme un moyen d'influencer favorablement le contexte politique, économique, social et environnemental plus large lorsque ces facteurs contribuent à la vulnérabilité d'une communauté (ou sont l'une des causes sous-jacentes des risques). Par exemple : En Mauritanie, les taux de malnutrition aiguë sévère sont à leur plus haut niveau depuis 2008, avec un demi-million de personnes menacées par la faim. Selon une enquête menée en février, 147 507 personnes pourraient souffrir de malnutrition aiguë. Caritas Mauritanie interviendra au Gorgol et au Brakna pour apporter une aide alimentaire et agricole à 23 300 personnes.

«Malgré l'espoir apporté par quelques traces de pluie ici et là, la situation humanitaire reste préoccupante dans les zones rurales», affirme Caritas Mauritanie. L'accès à une alimentation adéquate et à l'eau reste le problème numéro un et Caritas s'efforce de protéger les moyens de subsistance des populations tout en fournissant une aide alimentaire et autre.

Caritas Mauritanie demande instamment à ses partenaires d'apporter un soutien financier afin qu'elle puisse mettre enœuvre son programme d'urgence pour aider les populations dans leurs zones locales et éviter la migration vers les grands centres urbains. *(https://www.caritas.org/category/africa/)*

Tâche:

Dans votre région, identifiez une question de plaidoyer en examinant les plans, stratégies et politiques de DRR et en parlant aux communautés. Développez cette question au fur et à mesure que vous parcourez ce guide.

3.1.2 Étape 2: Recherche: Comprendre le problème et collecter des preuves

Un plaidoyer efficace est basé sur des informations vérifiables. Il est important de bien comprendre le sujet sur lequel vous envisagez de plaider. Les questions suivantes sont utiles pour organiser vos informations.

- Quel est le problème ?
- Quelle est l'ampleur et la gravité du problème ?
- Quelles en sont les causes profondes ?
- Quels sont les effets négatifs de l'inaction ?
- Que voulez-vous changer ?

Une fois que vous avez fait des recherches sur le problème, vous pouvez commencer à l'organiser en messages qui vous aideront à communiquer clairement. L'exemple suivant montre à quel point les preuves sont importantes pour construire un argumentaire persuasif.

Comprendre le problème : L'accès à l'eau potable pour boire et se laver est une question de vie ou de mort dans de nombreuses régions du monde.

Quelle est l'ampleur de la question et quelle est la gravité du problème? Plus de 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et 4,4 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires adéquates, alors qu'il s'agit d'un droit fondamental. Les conséquences de cette situation sur la vie et la santé des personnes sont considérables. En l'absence d'une source d'eau fiable, les communautés doivent parfois se contenter d'eau contaminée. Les habitants des zones de pénurie d'eau doivent parcourir de longues distances à la recherche d'eau - plus de 5 km - et la situation est pire dans les zones sujettes à la sécheresse. Les femmes et les filles sont les plus touchées car ce sont elles qui vont chercher l'eau pour les ménages. En l'absence de latrines, les gens défèquent dans la brousse et les contenus sont rejetés dans les sources d'eau pendant les pluies, sans oublier les mouches qui ramènent la saleté dans les maisons. Les femmes et les filles sont également exposées aux abus et aux agressions sexuelles car les gens utilisent la brousse la nuit ou tôt le matin pour avoir de l'intimité.

Quels sont les effets négatifs de l'inaction et quelle est la solution? Le manque d'eau potable et de latrines adéquates augmente l'incidence des maladies diarrhéiques et les enfants ont un impact encore plus important sur la santé. On estime qu'un demi-million de personnes dans le monde meurent chaque année après avoir bu de l'eau sale. Il est nécessaire de travailler avec les communautés pour identifier et développer des sources d'eau appropriées pour l'usage domestique et l'irrigation de base. Il s'agit notamment de puits protégés creusés à la main, de forages, de captage de sources et de systèmes simples d'approvisionnement en eau en milieu rural.

Que voulez-vous changer? L'accès à l'eau et à l'assainissement doit être une priorité pour les personnes les plus pauvres, les malades et les personnes vulnérables. Il est important de connaître tous les aspects de la question afin d'être une source d'information fiable et précise. Pour former un message de plaidoyer persuasif, il est essentiel de s'appuyer sur l'expérience et les informations recueillies sur le terrain. Les rapports d'évaluation de la vulnérabilité et des capacités sont des sources essentielles pour rassembler des preuves à l'appui des questions de réduction des risques de catastrophes. Outre les informations recueillies au cours du processus d'évaluation, essayez de rassembler des informations telles que des statistiques et des politiques auprès de ministères, de collègues, d'autres organisations, de déclarations internationales et d'institutions universitaires.

3.1.3 Étape 3: Identifier votre cible

a. Cartographie des parties prenantes

Il n'existe pas de règles strictes et rapides pour nous dire qui impliquer dans vos activités de plaidoyer et comment. Ce que nous savons, c'est que l'implication des parties prenantes est spécifique au contexte ; ce qui fonctionne dans une situation peut ne pas être approprié dans une autre. Un bon moyen d'identifier les parties prenantes appropriées est de commencer par poser des questions. Les questions suivantes ne constituent pas une liste exhaustive mais elles sont un guide. Le processus d'évaluation de la vulnérabilité et des capacités permet de répondre à certaines de ces questions.

- Qui sont les "impuissants" et les "sans-voix" qu'il faudra peut-être s'efforcer d'inclure ou de convaincre? Qui sont les représentants des personnes concernées par le problème ?
- Qui est chargé de fournir le(s) service(s) lié(s) à cette question?
- Qui est susceptible de se mobiliser pour ou contre cette question?
- Qui peut rendre l'effort de plaidoyer plus efficace par sa participation ou moins efficace par sa non-participation ou son opposition pure et simple?
- Qui peut apporter des ressources financières et techniques à vos activités de plaidoyer?

Une fois que vous avez identifié les parties prenantes liées à votre sujet, il est important de cartographier l'environnement de plaidoyer (en d'autres termes, de découvrir qui fait quoi) sur la réduction des risques de catastrophes et le plaidoyer au niveau auquel vous prévoyez de cibler votre initiative du plaidoyer. Cela vous permettra de découvrir qui sont les principaux acteurs et d'identifier les relations, les problèmes, les opportunités et les approches clés. Ce faisant, vous éviterez également la duplication des efforts et pourrez trouver des partenaires ou des personnes clés pour soutenir votre initiative. Ce processus est le plus simple au niveau local où il y a généralement un nombre beaucoup plus restreint d'acteurs. Ces acteurs locaux sont également susceptibles d'être les responsables de l'action.

b. Alliés et adversaires

En utilisant les résultats de votre recherche (cartographie des parties prenantes), vous devez maintenant déterminer les alliés et les adversaires potentiels. Les questions suivantes sont utiles pour analyser qui peut soutenir votre initiative du plaidoyer et qui peut s'y opposer.

Les points suivants sont utiles pour vous aider à identifier les alliés.

- Recherchez d'autres organisations, groupes et individus travaillant sur des questions de plaidoyer similaires.
- Des réseaux ou des alliances existent-ils, ou doivent-ils être établis ?
- Comment pouvez-vous contribuer aux efforts d'autres organisations ?
- Quel rôle ces organisations souhaitent-elles voir jouer par votre organisation et quelle contribution attendent-elles de vous ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de former des alliances ou des coalitions avec chacune d'entre elles ?
- Les autres organisations considèrent-elles la vôtre comme un partenaire ou un allié à valeur ajoutée pour leurs efforts ?

Les questions suivantes sont utiles pour identifier les adversaires :

- Y a-t-il des organisations, des groupes ou des individus qui s'opposent à la politique ou au changement proposé ?
- Quelles menaces ces organisations, groupes et individus représentent-ils pour le succès de votre initiative de plaidoyer ?

- Que pouvez-vous faire pour réduire l'influence des opposants ?

Gérer les opposants

Bien que vous puissiez être totalement engagé et comprendre le changement de réduction des risques de catastrophes que vous préconisez, les autres peuvent mettre du temps à apprécier votre idée ou votre position. Il existe des raisons courantes pour lesquelles les gens résistent lorsqu'un nouveau concept est proposé :

- **Plus de travail.** Les gens peuvent percevoir votre proposition comme une augmentation de leur charge de travail et donc comme un fardeau. Essayez de souligner comment votre proposition réduira les charges de travail futures.
- **Ce n'est pas leur idée.** Les gens peuvent rejeter votre proposition simplement parce qu'ils n'y ont pas pensé en premier. Cela est particulièrement vrai pour ceux qui ont plus d'ancienneté que vous.
- **Intérêts non satisfaits.** Il se peut que votre idée ne corresponde pas à l'un des intérêts fondamentaux de votre interlocuteur (par exemple, être perçu comme responsable ou se sentir utile) ou qu'elle ne corresponde pas à sa façon habituelle de travailler ou à son domaine d'activité.
- **La peur de perdre la face.** Les gens peuvent avoir l'impression que le fait d'accepter votre proposition, même si elle est bonne, peut les faire mal paraître, leur faire perdre la face.
- **Trop, trop vite.** Si votre idée semble trop importante, trop vaste ou trop compliquée, il peut être plus simple pour les gens de dire "non".

Frustré par la résistance des gens, vous pouvez être tenté de les pousser, de les persuader ou d'insister. Mais en insistant, vous risquez de rendre l'accord des autres plus difficile. Cela montre que la proposition est votre idée. Elle ne répond pas à leurs intérêts non satisfaits. Elle rend l'acceptation plus difficile sans donner l'impression de céder à la pression. Au lieu de pousser la personne vers un accord, attirez-la dans la direction que vous voulez qu'elle prenne. Construisez un pont pour combler le fossé qui vous sépare d'elle:

- Impliquer vos adversaires.
- Demander leurs idées et s'en inspirer.
- Demander un retour d'information. Leur offrir un choix.
- Ne pas les rejeter comme irrationnels.
- Les aider à sauver la face.
- Prendre son temps pour arriver à ses fins.

Si un accord sur l'ensemble de la proposition semble improbable au début, divisez-la en plusieurs étapes, et acceptez-en une à la fois. Cette approche fera que l'impensable semblera progressivement possible. Commencez par la question sur laquelle il est le plus facile pour les gens de se mettre d'accord.

c. Identifier le public cible

Une fois que vous avez des informations sur votre sujet, que vous avez identifié les parties prenantes et que vous pouvez en parler avec confiance et précision, vous devez vous demander qui a le pouvoir de provoquer le changement que vous préconisez. Il s'agit de votre public cible.

Il y a deux groupes au sein du public cible : le public primaire (les décideurs ayant le pouvoir de provoquer directement le changement nécessaire) et le public secondaire qui peut influencer les décisions du public primaire.

Les publics cibles suivants ont été identifiés par un groupe travaillant sur la réduction de l'érosion fluviale : Public primaire : les agriculteurs en amont et en aval, le président du village local, l'administration locale, le département de la police locale, le bureau des terres, le député local, les ONG locales et les marchands/commerçants de terre locaux. Public secondaire : Les membres de la communauté, les dirigeants communautaires, les chefs religieux locaux, les médias et les enseignants locaux.

Il est important pour la personne chargée du plaidoyer de bien comprendre l'audience et de voir le problème de

son point de vue. Elle doit réfléchir à ce qui va motiver un public cible à soutenir une cause. Le plus grand défi est la capacité de se mettre à la place de votre public et de voir comment il bénéficiera du soutien de votre cause. Il faut également penser aux risques et aux récompenses potentiels auxquels votre public cible sera confronté en s›associant à vous. Vous devez être en mesure d›énumérer les avantages ou les intérêts liés à la question du point de vue du public. Les travailleurs de terrain ont souvent une connaissance approfondie des caractéristiques des différents publics cibles locaux et de la manière dont les décisions sont prises par les autorités. Voici quelques facteurs clés à garder à l›esprit lorsque vous réfléchissez à la manière d›influencer votre public cible :

- La taille, l'âge, la localisation et le sexe des publics.
- Les connaissances de l'audience actuelle sur le sujet du plaidoyer
- Qui est favorable au changement, souhaite-t-il maintenir le statu ou changer?
- Les personnes qui sont neutres mais qui pourraient être persuadées de soutenir le changement.
- Auprès de qui l'audience cible obtient-elle des informations ou des conseils ? Comment l'information est-elle communiquée ?
- Qui est prêt à s'exprimer en faveur du changement?
- Qui a le pouvoir d'influencer le changement?
- Que pourraient dire les personnes qui s'opposent au changement, comment pouvez-vous répondre?
- Comment les décisions sont-elles prises et comment pouvez-vous influencer les décideurs ?
- Quelle est la politique disponible et comment est-elle mise en œuvre?
- Le public cible connaît-il mon organisation et mon réseau?

3.1.4 Etape 4: Formuler un but et des objectifs de plaidoyer

Une première étape consiste à définir le but de votre effort de plaidoyer et à déterminer ce que vous voulez atteindre. Il est important d'avoir des buts et des objectifs définis qui relèvent de votre domaine d'expérience et de votre capacité à les atteindre.

Exemples de buts et d'objectifs de plaidoyer

But: améliorer le niveau de vie d'une communauté par un meilleur accès aux services agricoles gouvernementaux.

Objectif: Soixante-dix pour cent des agriculteurs vulnérables et marginalisés ont accès aux services locaux d'élevage d'ici à la fin de 2022.

But: améliorer le statut économique des femmes pêcheurs d'une communauté afin d'accroître leur capacité d'adaptation.

Objectif: Persuader d'autres parties prenantes (ONG, gouvernement et autres) de s'engager à financer un programme de moyens de subsistance alternatifs pour 1 000 pêcheuses dans un délai de deux ans.

But: améliorer la sécurité des abris dans une communauté.

Objectif: Une communauté prend conscience de l'importance d'adopter des mesures d'abris sûrs et le gouvernement construit 10 écoles sûres supplémentaires d'ici 2023.

But: réduire l'érosion des rivières en raison de l'enlèvement des sols.

Objectif: Soixante pour cent des habitants de la communauté sont sensibilisés aux risques liés à la perte de sol et le gouvernement local met en œuvre des politiques de lutte contre l'érosion fluviale d'ici 2024.

3.1.5 Etape 5a : Formuler un message de plaidoyer

Un message est une déclaration destinée à persuader les autres de votre position ou de votre point de vue. Un message explique ce que vous proposez, pourquoi cela vaut la peine de le faire, et les impacts positifs de votre proposition.

Utilisez la méthode **"Voir, juger et agir"** pour informer, motiver, persuader et inciter le public cible à agir.

- **La méthode SEE-JUDGE: And Act est fondée sur l'enseignement social catholique et nous guide sur la manière d'examiner une situation, de l'analyser et de prendre les mesures appropriées. Le processus et l'analyse de l'évaluation de la vulnérabilité et des capacités peuvent également fournir des informations de base pour les messages de plaidoyer.**
- **VOIR : Les questions de gestion des risques de catastrophes qui affectent la vie des communautés avec lesquelles nous travaillons, les faits et la science.**
- **JUGER: Qu'est-ce qui doit changer ? Quelle est la position de l'Eglise sur la question ? Qui a le pouvoir ? Le gouvernement local ou national ? Est-ce les médias ? Où le changement se produit-il déjà ? Avec qui pouvons-nous travailler dans notre programme de plaidoyer ?**
- **AGIR: Lobbying, lancement d'une campagne de plaidoyer, prière, activités de communication, sensibilisation, etc.**
- **CÉLÉBRER: Reconnaître le succès de vos actions de plaidoyer ; avez-vous effectivement influencé un processus ? Quelque chose a-t-il changé?**

Utiliser la formule "Voir, juger et agir":

1. **Déclaration:** Rédigez une déclaration simple.
2. **Preuve:** Donnez des preuves.
3. **Exemple:** Utilisez un exemple ou une histoire personnelle tirée de votre propre expérience.
4. **Action:** Mettez maintenant votre message en action

Voici un exemple tiré d'Oxfam

Une déclaration simple: Les personnes vivant dans la pauvreté sont les plus durement touchées par les catastrophes.

Preuve: Les maisons en terre des pauvres sont les premières à être emportées par les eaux. Les groupes à faibles revenus sont invariablement les plus touchés par les inondations annuelles au Bangladesh. Ce n'est pas une coïncidence si les États indiens du Bihar et de l'Uttar Pradesh, ainsi que la région du Teraï au Népal, qui se situent au bas de l'échelle en termes d'indicateurs de pauvreté, ont eu le plus de mal à faire face aux inondations.

Exemple: Parboti Rani, une femme de la région touchée, a déclaré : "Nous avons été sans abri cinq fois à cause de l'érosion des rivières et des inondations. Les inondations ont emporté ma maison et toutes les ressources du foyer. Pendant les inondations, nous nous sommes réfugiés dans la digue et nous avons eu faim pendant des jours."

Action: Plaider pour l'investissement dans des programmes de moyens de subsistance afin d'améliorer la résilience des personnes les plus vulnérables.

"Vous devez vous assurer que les gens ne vous comprennent pas mal. Vous devez faire un travail de fond. Vous devez préparer [les gens] en fonction de leurs antécédents. Nazmul Azam Khan, Croissant-Rouge du Bangladesh"

Il est important d'adapter vos messages de plaidoyer à chaque public et de considérer la meilleure approche (par exemple, par le biais de réunions, de médias, de lettres) et le meilleur moment pour approcher le public cible. L'analyse de l'audience fournit une base pour le développement du message. Il est utile de définir les caractéristiques de votre public cible et de comprendre la manière dont il prend ses décisions. Lorsque vous connaissez votre public, vous pouvez décider quels types de messages clés et de styles de communication seraient les plus efficaces pour l'informer, le persuader et le motiver à agir. Il est important de pouvoir changer de message, de messager, de langage et de moment en fonction de la personne que vous essayez d'influencer.

Par exemple, si vous parlez à un agriculteur des risques liés au changement climatique et des avantages des abris surélevés, vous présenterez votre message différemment que si vous discutez de la même question avec un scientifique. Vous devez réfléchir à la meilleure façon de communiquer avec chaque public.

Utilisation de slogans

Il est parfois utile d'utiliser un slogan pour capturer l'essence du thème de plaidoyer. Par exemple, une année, le Rapport sur les catastrophes dans le monde de la Fédération internationale a commencé par la phrase "Les catastrophes ne font pas de discrimination. Ce sont les gens qui le font". Il s'agit là d'une déclaration stimulante qui incite à la réflexion et qui a été utilisée pour attirer l'attention du public. Par ailleurs, le slogan de la Fédération internationale "Ensemble pour l'humanité" montre comment la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge travaillent en collaboration pour soulager la souffrance humaine. Certaines Sociétés nationales ont ajouté leur propre slogan ou étendu celui de la Fédération, par exemple "Ensemble pour l'humanité. Stop à la discrimination" ou "La discrimination" prospère dans l'ombre. Ensemble, nous devons chasser ces ombres".

Voici des exemples de slogans de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, qui a lieu chaque année en octobre pour sensibiliser le monde à la réduction des risques de catastrophes:

2003 Renverser le cours des catastrophes - Vers un développement durable

2004 Apprendre des catastrophes d'aujourd'hui pour les risques de demain

2006-2007 La réduction des risques de catastrophes commence à l'école

3.1.6 Étape 5b : Pré-tester les messages clés

> "Lorsqu'il est évident que les objectifs ne peuvent être atteints, n'ajustez pas les objectifs, ajustez les étapes de l'action». Confucius

Les messages de sensibilisation à la réduction des risques de catastrophes doivent être clairement compris et plaire au public cible. Les messages doivent être simples, mais puissants. Il est important de tester au préalable les messages clés

Que vous avez conçus. Sur le terrain, cette phase de pré-test implique des membres de la communauté, d'autres praticiens de la réduction des risques de catastrophes et, si possible, un petit échantillon de membres du public cible.

Les bons messages sont les suivants:

- Destiné à un groupe spécifique.
- Axé sur un problème spécifique.
- Orienté vers l'action
- Simple - utilisant les langues locales et les termes courants.
- Attractif et intéressant
- Bien visible Répétitif



3.1.7 Étape 6 : Le plaidoyer en action

Il existe toute une série de moyens différents pour transmettre votre message de plaidoyer, par exemple, des réunions en face à face, une présentation, des annonces à la télévision ou à la radio. Pour renforcer la confiance ou mettre en pratique les compétences en matière de plaidoyer, il est possible de simuler la mise en pratique du plaidoyer et de renforcer les compétences en matière de présentation, de travail avec les médias, de réunions communautaires et de réunions avec les représentants du gouvernement. Les participants peuvent faire des jeux de rôle:

- Des réunions en face à face avec les autorités gouvernementales locales
- Rencontre avec un groupe communautaire
- Rencontre avec les médias
- Plaidoyer interne avec les dirigeants de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Le jeu de rôle donne aux participants l'occasion de se mettre à la place de quelqu'un d'autre et d'essayer de comprendre comment les gens peuvent penser et ressentir une question. Les participants peuvent adopter différentes positions sur les questions : fortement opposés, neutres et fortement favorables. Grâce à ce processus, les participants comprennent l'intérêt de voir les choses d'un point de vue différent et que chaque personne a sa propre façon de réagir à un problème.

Retour d'information sur les jeux de rôle

Les participants au jeu de rôle ont développé les conseils suivants pour le plaidoyer en réunion

- Tout au long de la réunion, gardez à l'esprit vos objectifs du plaidoyer.
- Suscitez l'intérêt et la compréhension à leur égard.
- Soulignez les effets négatifs de l'inaction et les aspects positifs de l'action ou du changement.
- Créez un soutien pour votre thème de plaidoyer et n'oubliez pas de prévoir du temps pour présenter la solution ; les gens ne veulent pas entendre uniquement les problèmes.
- Vous voulez influencer la prise de décision, clarifiez donc l'objectif de la réunion dès le début, mais restez détendu et amical dans votre approche et vos manières.
- Gardez les discussions sur la bonne voie ; sachez sur quoi vous êtes prêt à faire des compromis et sur quoi vous n'êtes pas prêt à en faire.
- Soulevez d'abord votre point le plus important afin de ne pas manquer de temps avant d'aborder la question la plus importante.
- Après la réunion, réfléchissez à la mesure dans laquelle vous avez atteint vos objectifs et à la manière dont vous pourriez améliorer votre présentation pour la prochaine réunion.
- C'est un gros travail que de garder tout cela à l'esprit pendant une réunion, mais avec de la pratique, vous y arriverez.

Suivi

- Si vous rencontrez votre public cible en personne, remettez-lui un résumé d'une page de votre proposition. Après la réunion, renvoyez le résumé, accompagné d'une lettre de remerciement et d'un résumé des points sur lesquels vous vous êtes mis d'accord au cours de la réunion.
- Si l'on vous demande des faits et des chiffres spécifiques, veillez à les fournir. Profitez de l'occasion pour réaffirmer vos points clés.
- Demandez à un allié de contacter le public cible avec un message similaire au vôtre.
- Si votre public cible a des préoccupations spécifiques, organisez une rencontre avec un expert qui pourra répondre à ces préoccupations.

3.1.8 Etape 7 : Tout mettre en place:

Le plan de plaidoyer et le plan d'évaluation constituent une feuille de route pour guider l'initiative de plaidoyer. Lorsque vous avez identifié vos buts, vos objectifs et votre public cible, et rédigé vos activités de plaidoyer, il ne faut pas longtemps pour rassembler le tout dans un tableau comme l'exemple ci-dessous, que vous pourrez ensuite partager avec d'autres:

Exemple de présentation d'un plan d'action de plaidoyer

Objectifs	Activités	Cible	Indicateurs	Calendrier	Personnes Responsables	Examen prévu
Objectif 1	1.a. 1.b. 1.c	1.a. 1.b. 1.c.	1.a. 1.b. 1.c.	1.a. 1.b. 1.c.	1.a. 1.b. 1.c.	Xx/yy/zz
Objectif 2	2.a. 2.b.	2.a. 2.b.	2.a. 2.b.	2.a. 2.b.	2.a. 2.b.	Aa/bb/cc

N'oubliez pas que le travail de plaidoyer peut être lent et prendre du temps, et qu'il nécessite donc un engagement à long terme si vous voulez obtenir un réel changement. Votre plan d'action doit en tenir compte.

> "Gardez à l'esprit que la meilleure façon d'apprendre le plaidoyer est de le faire ! Ce que vous apprenez dans le cadre d'une initiative sera probablement utile pour planifier la suivante, même si les sujets sont différents. Nous espérons que vous découvrirez que le plaidoyer peut contribuer à améliorer votre programmation et être professionnellement gratifiant, tout cela en même temps." CARE, Outils et lignes directrices pour le plaidoyer

Le suivi et l'évaluation constituent un outil d'apprentissage efficace. L'analyse des forces et des faiblesses des activités de plaidoyer permet d'identifier et de corriger les erreurs et de mettre en évidence les bonnes pratiques. Le suivi et l'évaluation sont des outils qui peuvent aider à déterminer dans quelle mesure vous êtes proche d'atteindre vos buts et objectifs. Le plaidoyer, qui peut inclure des campagnes publiques et des actions de sensibilisation ou des stratégies plus privées de lobbying, de recherche et de documentation et d'influence politique, est plus difficile à évaluer que d'autres interventions de développement plus traditionnelles. Cependant, poser les questions simples suivantes est un bon début :

- Qu'est-ce qui a bien fonctionné ?
- Qu'est-ce qui n'a pas bien fonctionné ?
- Comment pouvons-nous l'améliorer ?
- De quoi avons-nous besoin pour l'améliorer ?

Comment vous êtes-vous débrouillé ?

Plaidoyer Activité	Ce qui a bien fonctionné	Les preuves	Ce qui a moins bien fonctionné	Changements pour l'avenir de la campagne
Réunion avec le membre de l'assemblée du comté (MCA), le membre du parlement (MP) ou le gouverneur.	• Nous avons fait tous lesPoints que nous Voulions faire. • J'ai obtenu sonAccord sur le fait que le problème Nécessitait l'action du gouvernement	• Nous avons réussi à structurer la discussion conformément à notre plan. • Accord verbal pour faire un suivi avec le bureau du député du Parlement (MP)/du gouverneur par lettre.	• Je n'ai pas réussi à obtenir sa signature sur notre pétition demandant une action spécifique. • J'ai oublié d'apporter un dossier de campagne pour lui/elle.	• Nécessité de se concentrer Sur l'obtention du soutien public • Doit faire un suivi réunion avec dossier de campagne et une lettre de remerciement

Il est important de noter ce que vous faites, ce que vous avez fait et ce qu'il vous reste à faire. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de questions utiles pour vous aider à suivre vos progrès:

Processus

- À combien de réunions votre équipe a-t-elle participé pour défendre le sujet?
- Quel type de matériel de sensibilisation a été produit ?
- Quelle quantité de ce matériel a été distribuée?
- Avec combien d'alliés travaillez-vous?
- Disposez-vous d'un dossier d'information à remettre lors des rencontres avec les autorités?
- Disposez-vous d'un résumé d'une page décrivant votre sujet de plaidoyer?

Résultats

- La sensibilisation des dirigeants, des médias ou du public à votre sujet a-t-elle augmenté ?
- Des politiques ont-elles été modifiées à la suite de votre plaidoyer?
- Les voix des personnes vulnérables sont-elles entendues par les autorités?

Impact

- Un changement durable a-t-il été obtenu?
- Les personnes vulnérables sont-elles habilitées à défendre efficacement leurs intérêts?
- Un changement de comportement s'est-il produit?

RÉFÉRENCES

http://old.www.iup.edu/leadership/resources/1.html (1 de 4) [13/10/2008 2 :28:00 PM]

4. CHAPITRE 4

4.1 Conclusion

Malgré les succès obtenus dans le renforcement de la capacité des comités CMDRR à exiger la mise en œuvre de leurs plans de DRR par le gouvernement local, un travail de plaidoyer politique de haut niveau doit avoir lieu pour assurer un soutien plus large à ce type d'investissements et d'engagements appropriés. Il est particulièrement crucial de renforcer les capacités de plaidoyer au sein des communautés afin qu'elles puissent obtenir le soutien du gouvernement et des autres parties prenantes et s'assurer que leurs besoins sont communiqués et pris en compte, étant donné la marginalisation politique et économique de ces communautés et leur faible base de ressources sociales et économiques pour atténuer les catastrophes par elles-mêmes.

Les capacités de plaidoyer doivent être renforcées en développant des compétences et des relations pour influencer les principales parties prenantes, et pour comprendre le contexte politique et les ressources disponibles. Il faut également établir des liens avec les organisations de plaidoyer régionales et nationales pour s'assurer que les demandes sont prises en compte dans les discussions politiques à tous les niveaux. Il est également essentiel d'établir des liens avec d'autres comités CMDRR pour partager les expériences et plaider ensemble.

Les risques à grande échelle ne peuvent être prévenus par une seule agence, d'où la nécessité d'utiliser une approche multi-agences et multi-sectorielle. D'où la nécessité de créer des plateformes qui fournissent un mécanisme de collaboration et de coopération, d'apprentissage commun et de responsabilité.

La Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR, les gouvernements et les institutions partageant les mêmes idées ont soutenu le développement de plates-formes mondiales, régionales, nationales et locales (NPs). Pour un plaidoyer efficace, le personnel de Caritas doit soigneusement élaborer des messages ciblés à leur niveau approprié en fonction de l'ampleur du problème ou de l'action requise.

Photo: Caritas Isiolo



5. ANNEXE 1

5.1 Résumé des profils de risque de catastrophe des cinq (5) régions sous-africaines

5.1.1 Profil des risques de catastrophe en Afrique australe

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est une communauté économique régionale comprenant 16 Etats membres : l'Angola, le Botswana, les Comores, la République démocratique du Congo, l'Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. La SADC est donc une organisation intergouvernementale. Elle a son siège à Gaborone, au Botswana. Au cours de ses 25 années d'existence, la SADC a réalisé d'énormes progrès dans un certain nombre de domaines de coopération et d'intégration régionales, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la démocratie, de la paix et de la sécurité, des infrastructures et des services, du commerce, de l'industrie, de la finance et de l'investissement, de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles, entre autres (SADC, 2021).

Environ la moitié de la population de la région de la SADC vit en dessous du seuil de pauvreté international de 1 dollar Américain par jour, selon le Conseil international pour le bien-être social. La pauvreté est aggravée par plusieurs facteurs, dont les suivants :

- Des niveaux élevés de maladie, en particulier le VIH et le sida, le paludisme et la tuberculose.
- Les conflits sociaux et civils.
- Les catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et les inondations récurrentes qui réduisent la sécurité alimentaire.
- Le chômage.
- Une croissance industrielle et une productivité faible, qui sont renforcées par des niveaux élevés de migration de la main-d'œuvre qualifiée hors de la région.

Les États membres de la SADC sont vulnérables à toute une série de catastrophes naturelles et, comme de nombreux événements touchent plusieurs pays simultanément, une approche régionale de la gestion des risques est appropriée et nécessaire. Depuis 2000, les pays d'Afrique australe ont connu une augmentation de la fréquence, de l'ampleur et de l'impact des sécheresses et des inondations. Le changement climatique affecte considérablement la région et augmente les risques liés aux ressources en eau, aux incendies, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. La SADC n'a pas élaboré de protocole sur la réduction ou la gestion des risques de catastrophes.

La sécheresse à long terme a continué de persister dans certaines parties de l'Afrique australe, en particulier dans les provinces du Cap Nord et de l'Est de l'Afrique du Sud, bien que les pluies hivernales aient contribué à la poursuite du redressement de la situation d'extrême sécheresse qui a culminé en 2018.

Le cyclone tropical Eloise a touché terre tôt le matin du 23 janvier 2021 près de la ville de Beira au Mozambique, provoquant des dégâts et des inondations de grande ampleur sur une longue bande de littoral. La tempête provoque également de fortes précipitations dans les pays voisins d'Afrique australe.

De nombreux ménages pauvres du Zimbabwe, de certaines parties du Mozambique, du Lesotho et de l'extrême sud du Malawi, touchés par la sécheresse de 2019/20, connaissent actuellement la Crise car c'est le pic de la période de soudure. Alors que le reste de la région fait face à des résultats principalement stressés jusqu'à ce que le début de la récolte commence fin mars/début avril. En Avril et Mai, la sécurité alimentaire devrait s'améliorer dans la plupart des pays bénéficiant de précipitations favorables et d'un conflit limité, avec des résultats minimaux et stressés attendus au moins jusqu'en septembre.

Malgré les conditions favorables dans une grande partie de la région, le conflit a perturbé la saison agricole et certaines perturbations dues aux cyclones tropicaux et à la persistance de mauvaises conditions macroéconomiques au Zimbabwe. Dans les zones de conflit du nord du Mozambique et de la RDC, les résultats de la crise devraient persister tout au long de la période couverte par les perspectives, car les populations déplacées ont des difficultés

à s'engager dans des activités agricoles et ont un accès limité aux revenus. Dans les régions du sud de Madagascar, des résultats similaires devraient se poursuivre en raison de la sécheresse. Alors que les mauvaises conditions macroéconomiques devraient se poursuivre au Zimbabwe, le pouvoir d'achat des ménages dans les zones urbaines devrait rester faible, où les résultats stressants devraient persister.

En mars 2020, l'Afrique, comme d'autres régions du monde, a été touchée par la pandémie du virus COVID-19. La plupart des pays d'Afrique australe ont traversé une deuxième vague, où les cas ont augmenté de manière significative dans toute la région en décembre 2020 et ont commencé à diminuer en février 2021. En mai 2021, la plupart des pays connaissent une troisième vague avec de nouvelles variantes du virus. La pandémie a fait de nombreuses victimes. Les pays de la région ont adopté différents niveaux de mesures de restriction afin de réduire la propagation du virus ; toutefois, cela a entraîné certains impacts économiques. Les emplois formels et informels ont été affectés et les revenus de la plupart des ménages ont diminué, notamment au Zimbabwe, au Malawi et au Mozambique. Par conséquent, les ménages pauvres des zones urbaines continueront probablement à subir des difficultés pendant la majeure partie de l'année 2021. D'autres épidémies de santé en Afrique ont été Ebola et la fièvre de Dengue.

5.1.2 Profil de risque de catastrophe en Afrique centrale

La Communauté économique des États d'Afrique centrale (ECCAS) compte 11 États membres : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda et São Tomé - Príncipe. La plupart de ces pays sont enclavés et bordent le désert du Sahara au nord.

Sur un total de 36 pays dans le monde présentant un profil de risque «très élevé» ou «élevé», la moitié d'entre eux sont africains, selon l'indice INFORM pour la gestion des risques. La République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo figurent dans le top 10 du classement des risques de catastrophe les plus élevés. La République centrafricaine et le Tchad figurent parmi les 10 pays du monde confrontés aux plus hauts niveaux de risque dans l'Atlas du changement climatique et des risques environnementaux.

Parmi les 32 pays identifiés comme les plus vulnérables dans l'atlas, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo sont également à «risque extrême» dans l'indice de risque de sécurité alimentaire et présentent des niveaux élevés de pauvreté et/ou de conflit et de déplacement, qui aggravent tous l'impact potentiel des risques.

La base de données de la ECCAS sur la réduction des risques de catastrophes, qui soutiendra le développement de politiques, de stratégies, d'institutions, de systèmes d'alerte précoce et de ressources humaines, a été complétée et validée. Les États membres ont également été invités à développer et à renforcer les cadres de réduction des risques de catastrophe et le dialogue entre toutes les parties prenantes, afin d'assurer une meilleure synergie dans les actions de résilience aux catastrophes. Ils ont également été invités à veiller à ce que leurs stratégies nationales soient élaborées et alignées sur le Cadre de Sendai et d'autres accords mondiaux.

5.1.3 Le profil de risque de catastrophe de l'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest a été décrite comme un point chaud du changement climatique. La dépendance de plus de 65% de la population à l'égard de l'agriculture pluviale signifie que la vulnérabilité aux aléas climatiques tels que les sécheresses, les tempêtes de pluie et les inondations va se poursuivre. Pourtant, les niveaux de vulnérabilité et de risque auxquels sont confrontés les différents systèmes socio-écologiques (SES) ruraux affectés par des risques multiples sont mal connus. Pour combler cette lacune, cette étude quantifie le risque et la vulnérabilité des communautés rurales à la sécheresse et aux inondations. Le risque est évalué en utilisant une approche basée sur des indicateurs. Une méthodologie par étapes est suivie qui combine des approches participatives avec des techniques statistiques, de télédétection et de système d'information géographique pour développer des indices de vulnérabilité au niveau communautaire dans trois bassins versants (Dano, Burkina Faso ; Dassari, Bénin ; Vea, Ghana).

Les résultats montrent des niveaux variables de profils de risque dans les trois bassins versants. Des niveaux statistiquement élevés de risque moyen dans la zone de Dano au Burkina Faso sont trouvés tandis que les communautés dans la zone de Dassari au Bénin montrent un risque moyen faible. Le risque élevé dans la région de Dano résulte, entre autres facteurs, d'une forte exposition sous-jacente aux sécheresses et aux tempêtes de pluie, d'une durée plus longue de la saison sèche, d'un faible apport calorique par habitant et de la faiblesse des institutions locales. L'étude introduit le concept de score d'impact communautaire (CIS) pour valider la modélisation du risque et de la vulnérabilité basée sur des indicateurs. Le CIS mesure l'impact cumulatif de l'occurrence de multiples dangers sur cinq ans. Les modèles de risque expliquent 65,3 % de la variance de l'impact observé des aléas/ SIC et les communautés présentant un risque de catastrophe simulé élevé suivent généralement les zones présentant un impact élevé des catastrophes observées. Les résultats de cette étude aideront les gestionnaires de catastrophes à mieux comprendre les risques de catastrophe et à élaborer des plans d'atténuation et d'adaptation appropriés, inclusifs et bien intégrés au niveau local. Elle répond au besoin croissant d'équilibrer les évaluations mondiales/ régionales avec les évaluations au niveau communautaire, où les décisions majeures contre les risques sont prises et mises en œuvre.

5.1.4 Profil de risque de catastrophe en Afrique de l'Est

La sous-région d'Afrique de l'Est des pays de l'AMECEA comprend le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Malawi, la Zambie, le Soudan et le Sud-Soudan et est exposée aux risques naturels tels que les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre, les glissements de terrain, les volcans, les vents violents, la foudre et leurs impacts secondaires de maladies et d'épidémies. La sécheresse, les inondations, les glissements de terrain et les épidémies sont les catastrophes les plus fréquentes dans la sous-région. En outre, il existe des poches de défis de développement auxquels sont confrontés des pays qui ont connu de nombreuses années d'instabilité politique, de pauvreté et d'insécurité alimentaire persistante qui sont exacerbées par le changement climatique, par exemple le Sud-Soudan. Le Soudan est également confronté à un conflit interne et à une charge excessive de maladies transmissibles, comme le paludisme, la tuberculose, l'hépatite, les maladies évitables par la vaccination et les maladies tropicales négligées dans le sud. D'autres risques naturels, tels que les vagues de chaleur et les tempêtes de poussière, peuvent couvrir de vastes régions et durer plusieurs jours dans la partie centrale du pays. En 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé la région ainsi que d'autres parties du monde, ce qui a eu un impact négatif sur l'économie et toutes les formes d'emploi. L'invasion de criquets dans certaines parties de l'Afrique de l'Est a entraîné une insécurité alimentaire. L'impact du changement climatique est ressenti de différentes manières dans la région.

5.1.5 Profil de risque des catastrophes en Afrique du Nord

Les pays d'Afrique du Nord sont vulnérables aux aléas et aux catastrophes naturelles, industrielles et anthropiques qui ont un impact considérable sur les vies, les moyens de subsistance et les biens. La région de l'Afrique du Nord est exposée à une variété de risques naturels, y compris les inondations côtières, urbaines et fluviales, les tremblements de terre, la désertification, la sécheresse, l'envahissement par le sable, les éboulements, les tempêtes de sable et la pénurie d'eau, ainsi qu'aux risques industriels et liés au transport et aux épidémies. Les inondations fluviales, les inondations urbaines, les inondations côtières, la rareté de l'eau, la chaleur extrême et les incendies de forêt sont classés comme élevés, tandis que les tremblements de terre et les tsunamis sont classés comme moyens. Le désert du Sahara sépare littéralement l'Afrique du Nord du reste de l'Afrique.

La région de l'Afrique du Nord comprend l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, la République sahraouie et la Tunisie. Ces sept pays, à l'exception de la République sahraouie, sont tous membres de la Ligue des États arabes. Tous les pays d'Afrique du Nord sont membres de l'Union africaine. Bien qu'il n'existe pas de stratégie de développement coordonnée dans l'ensemble de la région, les pays ont aligné leurs stratégies de développement socio-économique sur l'Agenda 2063 pour l'Afrique, les objectifs de développement durable (SDGs), le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et l'accord de Paris sur le changement climatique. En 2004, les pays d'Afrique du Nord et les autres États membres de l'Union africaine ont adopté la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe (SRADRR) et son Programme d'action. En 2010, à l'exception de la République sahraouie, la Ligue des États arabes a adopté la Stratégie arabe pour la réduction des risques de catastrophe (ASDRR).

Annexe 2 : Documents de référence

1. Stratégie de plaidoyer de Caritas Africa 2020-2023

2. Directives de Caritas Internationalis pour la conduite du plaidoyer.

Ressources vidéo :

3. Réduire les catastrophes: Cadre de Sendai pour la DRR (2015 - 2030) https://www.youtube.com/watch?v=M9m-6mb-blY

4. Comprendre les risques de catastrophes: https://www.youtube.com/watch?v=O-SWl3J1aQc

5. Introduction à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience: https://www.youtube.com/watch?v=iugL-Hrcs_fM

6. Le Cadre de Sendai pour la DRR et les SDG: https://www.youtube.com/watch?v=N6soXnTsgZg

Livres et études de cas

7. MDRR : expériences de la Corne de l'Afrique (Cordaid, IIRR): https://www.cordaid.org/en/wp-content/uploads/sites/3/2013/01/CMDRR_experience_Horn_of_Africa_1.pdf

8. Construire des communautés résilientes : Études de cas au Kenya: http://www.partnersforresilience.nl/downloads/files/PfR_Kenya_web.pdf

Ressources en ligne :

9. https://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/reducing_risks/DRR-advocacy-guide.pdf

10. Guide pratique : Travailler avec les communautés religieuses des Etats-Unis (pg. 24-25)

11. https://crcc.usc.edu/files/2015/02/FieldGuide-HighRes.pdf

12. UNISDR: www.unisdr.org/africa

13. Prevention web: http://www.unisdr.org/we/inform/preventionweb

14. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: http://www.unfccc.int

15. Objectifs de développement durable (SDG) - mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités et lutter contre le changement climatique : http://www.un.org/sustainabledevelopment

16. Approche du développement communautaire basé sur les actifs (ABCD) - Caritas Australie

17. **Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030**

    https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030

18. **Laudato Si**

    https://www.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html

19. **Programme d'action de la Commission de l'Union africaine sur la DRR**

20. https://au.int/sites/default/files/documents/33005-doc-sendai_framework_for_drr_2015-2030-en.pdf


Caritas
AFRICA